



COMMUNIQUÉ DE PRESSE MONDIAL

En investissant dans la pratique de sage-femme, on peut sauver des millions de femmes et de nouveau-nés

Un rapport récent révèle de vastes lacunes dans les services de sages-femmes de 73 pays lourdement éprouvés

A NE PAS PUBLIER AVANT le 3 juin 2014, 7h30 (heure d'été de New York) / 13h30 (heure de l'Europe centrale)

PRAGUE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE), 3 juin 2014 – Un rapport publié aujourd'hui par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de concert avec la Confédération internationale des sages-femmes (ICM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et leurs partenaires, révèle que 73 pays disposent d'un effectif en sages-femmes extrêmement insuffisant; il s'agit pourtant des pays où leurs services sont les plus nécessaires. Le rapport recommande de nouvelles stratégies pour pallier ces insuffisances et sauver des millions de femmes et de nouveau-nés.

Les 73 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine figurant dans ce rapport intitulé "L'état de la pratique de sage-femme dans le monde 2014: sur la voie de l'universalité – Le droit des femmes à la santé" supportent 96 % du fardeau mondial des décès maternels, 91 % des cas de mortinatalité et 93 % des décès néonataux, mais seuls 42 % des sages-femmes, infirmières et médecins du monde y exercent. Le rapport exhorte les pays à investir dans l'éducation et la formation des sages-femmes afin de contribuer à combler les larges lacunes constatées à ce jour. En investissant dans l'éducation et la formation des sages-femmes conformément aux normes convenues au niveau international, un retour sur investissement de 1 600 % est possible, comme l'a démontré une étude menée au Bangladesh.

"Les sages-femmes contribuent énormément à la santé des mères et des nouveau-nés ainsi qu'au bien-être de communautés entières. L'accès à des soins de santé de haute qualité est un droit humain fondamental. Il est essentiel d'investir davantage dans la pratique de sage-femme afin que toutes les femmes de par le monde puissent réellement exercer ce droit", a déclaré le Dr Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif de l'UNFPA.

Les sages-femmes ont un rôle crucial à jouer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 4 (Réduire la mortalité infantile) et 5 (Améliorer la santé maternelle). Formées conformément aux normes internationales et dans le cadre d'un système de santé pleinement fonctionnel, elles peuvent dispenser environ 90 % des soins essentiels aux femmes et aux nouveau-nés et elles sont en mesure de réduire des deux tiers le nombre de décès maternels et néonataux. Dans les 73 pays couverts par le rapport, on constate un recul constant de la mortalité maternelle (3% par an depuis 1990) et néonatale (1,9 % par an depuis 1990). Mais aujourd'hui, ces pays ont besoin d'en faire plus pour remédier à la grave pénurie de soins de sages-femmes.

"Pour fournir des soins de sages-femmes et sauver la vie des femmes et des nouveau-nés, les sages-femmes sont en première ligne. Le rapport sera suivi par une Série spéciale d'articles publiés dans "The Lancet" sur la pratique de sage-femme. Cette série et le Rapport font état de données concrètes propres à guider tous les décideurs à la recherche des moyens de mettre fin aux décès évitables de mères et de nouveau-nés", a déclaré la Présidente de l'ICM, Frances Day-Stirk.



Le rapport, présenté au 30^{ème} Congrès triennal de l'ICM, tenu à Prague (République tchèque), met en lumière les progrès accomplis depuis le premier rapport (2011) et des solutions permettant de lever les obstacles définis dans quatre domaines clés: disponibilité, accessibilité, acceptabilité et qualité des services de sage-femme. Un certain nombre de pays les ont effectivement renforcés et en ont amélioré l'accès: près de la moitié (45 %) des 73 pays ont mis en vigueur des mesures propres à retenir les sages-femmes dans les zones reculées et 28 % élargissent le recrutement et le déploiement des sages-femmes, tandis que 20 % ont appliqué de nouveaux codes de pratique et que 71 % ont amélioré la collecte de l'information qui permet aux pays de remédier aux pénuries et de mettre au point les normes de formation.

Malgré les progrès réalisés, les inégalités concernant par exemple le manque d'accès aux services et la pauvreté se sont aggravées entre les pays et à l'intérieur des pays. Il n'y a pas encore assez de sages-femmes ayant reçu une formation adéquate pour assurer la santé maternelle et néonatale, ce qui contribue chaque année à des centaines de milliers de décès évitables. Aujourd'hui, seulement 22 % des pays pourraient avoir assez de sages-femmes pour procéder aux interventions salvatrices qui répondraient aux besoins des femmes et des nouveau-nés, de sorte que plus des trois quarts (78 %) des pays connaissent encore de graves pénuries en matière de soins appropriés. A mesure que la population augmente, le retard à combler sur le plan des ressources et de l'infrastructure critiques se creusera si des mesures ne sont pas prises de toute urgence.

Le rapport 2014 comprend des recommandations conçues pour combler ces lacunes et faire en sorte que toutes les femmes aient accès aux services de santé sexuelle, procréative, maternelle et néonatale. Ces recommandations portent notamment sur des questions telles la fourniture de soins préventifs et de routine par une équipe de sages-femmes, l'accès immédiat aux services d'urgence en cas de nécessité, et l'achèvement des études postsecondaires. Dans une perspective plus large, les femmes doivent retarder l'âge du mariage, avoir accès à une nourriture saine et recevoir quatre visites de soins prénatals.

“Le présent rapport, tout comme le Plan d'action pour chaque nouveau-né [Every Newborn Action Plan] récemment adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé, tracent sans équivoque la voie à suivre. L'un et l'autre visent à encourager les gouvernements à affecter des ressources adéquates aux services de santé maternelle et néonatale dans le cadre des plans nationaux du secteur sanitaire, y compris le financement de la formation et de la fidélisation des sages-femmes. Nous continuerons à aider les pays à développer et renforcer leurs services de sage-femme, qui sont un mode d'intervention essentiel pour sauver la vie des femmes et des nouveau-nés”, a déclaré le Dr. Flavia Bustreo, Sous-Directrice générale de l'OMS pour la famille et la santé de la femme et de l'enfant.

Contact presse (questions générales):

M. Lothar Mikulla (UNFPA), mikulla@unfpa.org, + 1 212 297 2629 (New York), +420 604 76 21 81 (Prague), Charity Tooze, Edelman, charity.tooze@edelman.com, 212-704-0117 (bureau), 646-651-9788 (portable)

Contact Congrès de Prague:

Lucie Prachmanová, AMI Communications, lucie.prachmanova@amic.cz, +420 234 124 112 (bureau), +420 724 012 618 (portable)



A l'intention des rédacteurs en chef:

Les conclusions du rapport 2014 complètent deux autres importants rapports qui seront présentés le 30 juin à Johannesburg (Afrique du Sud): le Plan d'action pour chaque nouveau-né [Every Newborn Action Plan] destiné à mettre fin aux décès évitables peu après la naissance, et le rapport semestriel Compte à rebours 2015 (Countdown 2015).

Le *Rapport sur l'État de la pratique de sage-femme dans le monde 2014* est coordonné par l'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au nom du Groupe H4+ (ONUSIDA, UNFPA, UNICEF, ONU-Femmes, OMS et Banque mondiale), avec la Confédération internationale des sages-femmes (ICM), et prête son appui à la campagne du Secrétaire général de l'ONU intitulée "Toutes les femmes, tous les enfants."

Les partenaires qui les soutiennent sont les suivants: Australian Aid; Averting Maternal Death and Disability Programme (AMDD); Fondation Bill & Melinda Gates; Ministère du développement international (DfID, Royaume-Uni); Family Care International; Affaires étrangères, commerce et développement Canada; Girls' Globe; Instituto de Cooperación Social Integrare; Conseil international des infirmières (ICN); Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique (FIGO); Jhpiego, Johnson & Johnson; Mamaye! Evidence for Action; Ministère des affaires étrangères et du développement international (France); Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad), Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile; Save the Children; Agence suédoise de développement international (Sida); Université de Southampton; Ecole polytechnique de Sydney; USAID's Maternal and Child Health Integrated Programme (MCHIP) et White Ribbon Alliance.